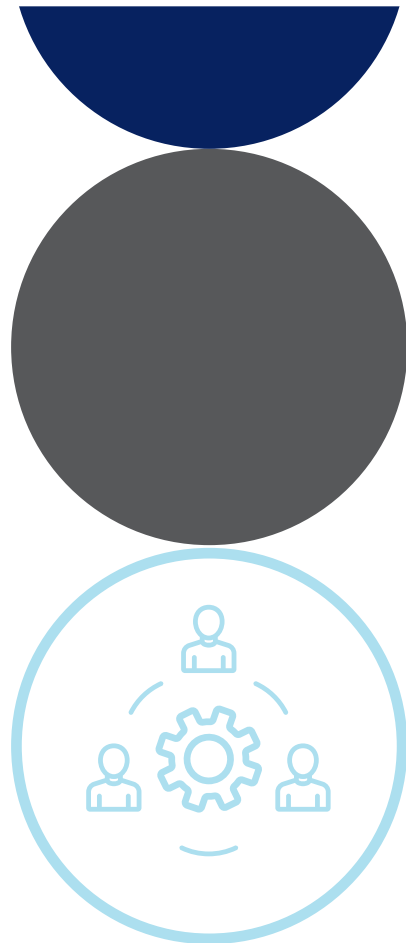


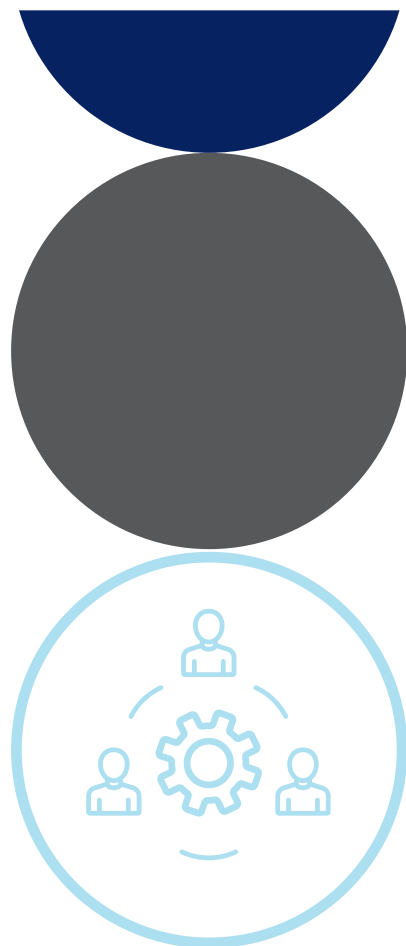


Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEUXIÈME ET TROISIÈME GROUPES D'OPPOSITION



Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

NO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS	PAGE
QP2-001	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.		3
QP2-002	Dépenses engagées pour le fonctionnement du «Conseil sur les services policiers du Québec».		4
QP2-003	Dépenses engagées pour le fonctionnement du «Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial». Inclure les études et rapports produits par ce comité.		5
QP2-004	Dépenses assumées et effectifs affectés pour étudier la question de la décriminalisation de la possession simple de toutes les drogues.		6
QP2-005	Le financement accordé aux corps policiers autochtones pour l'année écoulée ventilés par corps policiers et par enveloppe ainsi que le financement planifié pour l'année à venir.	QP1-071	
QP2-006	Le nombre de détenus décédés en prison pour les 5 dernières années au Québec. Ventilez par région et selon le sexe.		7
QP2-007	Le nombre de plaintes alléguant du racisme, de la discrimination ou du profilage racial reçues par la Commission de déontologie policière pour l'année écoulée. Ventiler par corps policiers et par type de plainte.	COMDP	
QP2-008	Nombre de plaintes reçues par la Commission de déontologie policière concernant une interpellation policière	COMDP	
QP2-009	Nombre de policiers et policières issus des minorités racisées qui sont à l'emploi au Québec. Ventilez par région, par corps de police et selon le sexe		8
QP2-010	Nombre d'études produites par le ministère pour l'année écoulée sur le profilage racial dans les corps policiers au Québec.	QP1-095	
QP2-011	La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée suite aux recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.		10
QP2-012	La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée pour lutter contre la circulation des armes à feu et aux crimes qui y sont liés.	QP1-111	
QP2-013	Les données les plus récentes du BEI pour l'année écoulée relativement aux enquêtes criminelles : nombre d'enquêtes prises en charge par le BEI, en cours, fermées par le directeur du BEI et à l'étude au DPCP, ainsi que le nombre de décision du DPCP sans accusation et avec accusation. Ventiler par types d'infractions et par corps policiers.	BEI	
QP2-014	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.		12

Question 001

Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par le ministère à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles il était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes.

Question 002

Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Conseil sur les services policiers du Québec ».

Aucune dépense engagée pour 2023-2024.

Question 003

Dépenses engagées pour le fonctionnement du « Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social ». Inclure les études et les rapports produits par ce comité.

Aucune dépense engagée.

Question 004

Dépenses assumées et effectifs affectés pour étudier la question de la décriminalisation de la possession simple de toutes les drogues.

Aucune dépense n'a été engagée pour étudier la question de la décriminalisation de la possession simple de toute drogue.

Participation de deux ressources au Groupe de travail FPT sur les approches relatives à la possession simple.

Question 006

Le nombre de détenus décédés en prison pour les 5 dernières années au Québec. Ventilez par région et selon le sexe.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024 ¹
Amos	-	-	1	-	1
Baie-Comeau	-	-	-	-	-
Hull	1	1	3	1	-
Leclerc de Laval	1	-	1	1	2
Montréal	7	10	4	4	7
New Carlisle	1	-	-	-	-
Percé	-	-	-	-	-
Québec (secteur féminin)	-	-	-	1	-
Québec (secteur masculin)	1	3	1	4	1
Rimouski	-	1	1	1	-
Rivière-des-Prairies	1	5	5	1	3
Roberval	2	1	1	1	1
Saint-Jérôme	-	2	5	-	1
Sept-Îles	-	-	-	-	-
Sherbrooke	3	3	1	3	-
Sorel-Tracy	2	2	-	2	-
Trois-Rivières	2	2	1	-	3

¹ Au 31 janvier 2024.

Question **009**

Nombre de policiers et policières issus des minorités racisées qui sont à l'emploi au Québec. Ventilez par région, par corps de police et selon le sexe.

Corps de police	Région administrative	Nombre de policiers issus des minorités visibles et ethniques au 31 décembre 2022 ¹		
		Femmes	Hommes	Total
Blainville	Laurentides	0	1	1
Bromont	Estrie	0	0	0
Châteauguay	Montréal	2	8	10
Gatineau	Outaouais	2	9	11
Granby	Estrie	0	0	0
L'Assomption–Saint-Sulpice	Lanaudière	0	2	2
Laval	Laval	11	30	41
Lévis	Chaudière-Appalaches	0	0	0
Longueuil	Montréal	7	27	34
Mascouche	Lanaudière	0	2	2
Memphrémagog (régie)	Estrie	0	0	0
Mercier	Montréal	0	0	0
Mirabel	Laurentides	1	4	5
Montréal	Montréal	134	492	626
MRC des Collines-de-l'Outaouais	Outaouais	0	0	0
Québec	Capitale-Nationale	8	18	26
Lac des Deux-Montagnes (régie)	Laurentides	0	2	2
Roussillon (régie)	Montréal	1	3	4
Repentigny	Lanaudière	1	4	5
Richelieu–Saint-Laurent (régie)	Montréal	3	4	7
Saguenay	Saguenay–Lac-Saint-Jean	0	0	0
Saint-Eustache	Laurentides	0	3	3
Saint-Jean-sur-Richelieu	Montréal	1	2	3
Saint-Jérôme	Laurentides	0	0	0

Renseignements particuliers du 2e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 009

Nombre de policiers et policières issus des minorités racisées qui sont à l'emploi au Québec. Ventilez par région, par corps de police et selon le sexe.

Sherbrooke	Estrie	0	3	3
Terrebonne	Lanaudière	3	13	16
Thérèse-De Blainville (régie)	Laurentides	0	0	0
Thetford Mines	Chaudière-Appalaches	0	0	0
Trois-Rivières	Mauricie	0	0	0
Total	—	174	627	801
Sûreté du Québec	—	36	98	134
Grand total	—	210	725	935

¹ Il s'agit des données de 2022 provenant du *Questionnaire sur l'administration des activités policières*. Les données de 2023 seront traitées à partir de juillet 2024.

Question 011

La liste des mesures mises en place par le ministère pour l'année écoulée suite aux recommandations formulées par le Comité consultatif sur la réalité policière.

Mesures législatives

- Le projet de loi n° 14, *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues* (ci-après la « Loi ») a été déposé le 14 mars 2023. La Loi a par la suite été sanctionnée le 5 octobre dernier. Elle agit sur plus d'une trentaine de recommandations sur les 138 formulées par le Comité consultatif sur la réalité policières (CCRP), mais aussi sur des recommandations formulées par le Groupe d'action contre le racisme et par le rapport Chamberland.
 - La Loi vise à mieux prévenir et contrer le profilage racial et social ; à renforcer la confiance du public envers les corps de police et leurs membres ; et à accroître l'efficacité de l'activité policière.
- En décembre 2022, le *projet de loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions* a été présenté à l'Assemblée nationale. Cette loi a été sanctionnée le 4 avril 2023 et les dispositions concernant le partage de renseignements en contextes de sécurité publique doivent entrer en vigueur à date fixée par le gouvernement. Elle introduit des modifications législatives visant à revoir les mécanismes de partage d'informations entre les intervenants de la santé et des services sociaux et les policiers. Ces modifications s'inscrivent dans le contexte des travaux relatifs à la recommandation 7 du CCRP. Elle élargit la portée des dispositions législatives encadrant le partage d'informations en contextes d'urgence, notamment en visant de façon spécifique les urgences découlant d'une disparition. Elle répond à des attentes portées par le milieu policier depuis de nombreuses années, et mises de l'avant par de nombreux rapports, notamment :
 - Le rapport du CCRP (recommandation 7);
 - Le rapport du coroner sur les causes et les circonstances des décès de M. Martin Carpentier, de Romy et de Norah Carpentier;
 - Le Plan d'action gouvernemental 2021-2026 découlant du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.

Mesures réglementaires

- Les modifications apportées à la *Loi sur la police* par la Loi ont permis d'introduire de nouveaux pouvoirs réglementaires concernant notamment le contenu minimal d'un règlement de discipline interne, la formation continue des policiers, ainsi que les domaines dans lesquels une personne qui n'est pas diplômée de l'École nationale de police du Québec peut être embauchée à titre de policier pour exercer des fonctions d'enquête dans un corps de police autre qu'un corps de police spécialisé ainsi que les critères de sélection et les qualités minimales pour être embauchée à ce titre. Plusieurs travaux visant l'élaboration de ces règlements sont en cours.

Mesures administratives

- En parallèle, le MSP poursuit l'analyse et la mise en œuvre d'autres recommandations qui pouvaient aller de l'avant de façon administrative, de concert avec ses partenaires policiers notamment.
- Parmi les principales recommandations mises en œuvre, notons:

Question 011

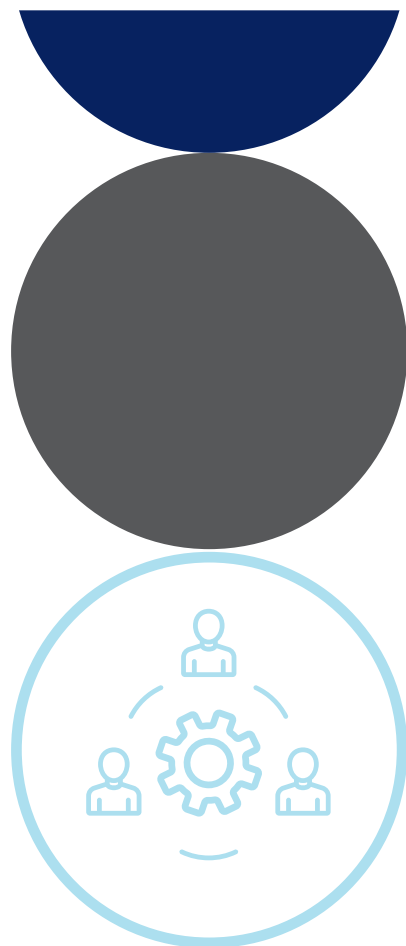
Suite

- La création de l'Équipe intégrée de coordination des disparitions et des enlèvements qui donne suite à la recommandation 24 du CCRP. Les mesures mises en place dans le cadre de cette réalisation permettent également d'agir sur la recommandation 39 du CCRP. À cette fin, un financement de plus de 10 M\$ a été annoncé en mai 2022 dans le but de :
 - ✓ Rehausser les effectifs de la Sûreté du Québec (SQ) et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) affectés aux disparitions et aux enlèvements;
 - ✓ Faire l'acquisition d'un système de caméra vidéo et d'imagerie thermique afin de mieux outiller nos policiers lors d'opérations de recherche et sauvetage;
 - ✓ Renforcer les capacités du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale;
 - ✓ Soutenir financièrement les activités de l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues et du Réseau Enfants-Retour, deux organismes de soutien aux familles et aux corps de police.
- Le développement d'un continuum de services permettant d'assurer un filet de sécurité pour les policiers en détresse psychologique, et ce, en lien avec les recommandations 77, 78 et 82 du CCRP qui bénéficie d'une enveloppe maximale de 2,9 M\$ sur cinq ans. Plus précisément, il permettra le développement :
 - ✓ D'un programme de formation pour les psychologues et les professionnels de la relation d'aide œuvrant auprès des policiers;
 - ✓ D'un réseau provincial de pairs aidants;
 - ✓ D'une ligne d'écoute d'urgence 24/7 destinée aux policiers en détresse.
- Lors du dépôt du budget 2023-2024, une somme de 8,5 M\$ a été allouée sur cinq ans pour :
 - ✓ Intégrer un volet prévention à la mission du Commissaire à la déontologie policière visant à réduire à la source le nombre de plaintes en déontologie au moyen d'actions destinées tant aux policiers qu'aux citoyens;
 - ✓ Ajouter des effectifs au sein du Commissaire à la déontologie policière afin de réduire les délais de traitement des plaintes en déontologie et d'augmenter l'accessibilité de ses services.

Question 014

Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.



Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

LIBELLÉ DE LA QUESTION		RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION DE L'OPPOSITION OFFICIELLE OU CAHIERS	PAGE
QP3-001	Indiquer les sommes dépensées en 2023-2024 par le ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	QP1-001	
QP3-002	Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.		9
QP3-003	Copie des études, scénarios ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant le Taser.	QP1-059	
QP3-004	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	QP1-002	
QP3-005	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2023-2024 qui n'ont pas été reconduits en 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis.		10
QP3-006	Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2023-2024.		11
QP3-007	Pour l'année 2023-2024, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.		12
QP3-008	Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.		13
QP3-009	Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.		14
QP3-010	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2024-2025 et comparaison avec les quatre années précédentes.		15
QP3-011	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2023-2024.		16
QP3-012	Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2023-2024.		17
QP3-013	Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2022-2023, en incluant les coûts.	QG-043	
QP3-014	La ventilation par année des arrestations qui ont été effectuées en rapport avec des menaces auprès des élus de l'Assemblée nationale du Québec depuis 2010.		18
QP3-015	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2022-2023.	QP1-004	

QP3-016	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.		19
QP3-017	Unité permanente anticorruption (UPAC) : a. Au 1er mars 2023, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'UPAC pour 2023-2024; c. Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2024; e. Bilan des activités de l'UPAC; f. Toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement de statut ou de structure de l'UPAC.	CLCC	
QP3-018	Fournir toute étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC.		20
QP3-019	Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.		21
QP3-020	Toute étude, document ou analyse en lien avec la mise en place de l'immatriculation des armes d'épaule.		22
QP3-021	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2023-2024. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	QP1-016	
QP3-022	État de situation de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adopté en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en œuvre.		23
QP3-023	Pour chaque initiative du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.		24
QP3-024	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subventions pour les trois dernières années. Sommes totales prévues en subventions pour 2023-2024.	QP1-033	
QP3-025	Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.		25
QP3-026	Fournir un état de situation pour les 7 sous-actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020.		28
QP3-027	État de situation au 31 mars 2024 du Centre des opérations gouvernementales. Fournir, pour les cinq dernières années : a. Le budget pour chacune des années; b. L'évolution du nombre d'employés; c. Une liste des interventions pour chacune des années; d. Tout autre document pertinent.	QP1-048	
QP3-028	Pour l'année 2023-2024, ventilation des sommes consacrées à la nouvelle Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, l'opération Centaure; prévisions pour 2024-2025.	QP1-023 et QP1-024	
QP3-029	Nombre d'armes à feu perquisitionné à Montréal depuis 2019, ventilé par la provenance de ces armes à feu.		32
QP3-030	Portrait des crimes violents et par armes à feu sur le territoire de Montréal depuis 2019.		33
QP3-031	Portrait du besoin d'effectif au SPVM, ventilé par catégorie d'emploi. Prévision pour 2024-2025.		34
QP3-032	Portrait des interventions concernant la crise des opioïdes à Montréal depuis 2019.		35
QP3-033	Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé à Montréal depuis 2019.	QP3-040	

QP3-034	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour la période 2023-2024.	SQ	
QP3-035	Coûts reliés à l'opération du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) pour l'exercice 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.		36
QP3-036	Nombre d'armes enregistrées sur le site Internet Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2024.	QP1-017	
QP3-037	Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.		37
QP3-038	Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec nécessitant une immatriculation, en date du 31 mars 2024.		38
QP3-039	Nombre d'armes à feu perquisitionné au Québec depuis 2019, ventilé par régions.		39
QP3-040	Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé au Québec depuis 2019.		40
QP3-041	Portrait du besoin d'effectif à la SQ, ventilé par catégorie d'emploi et par région. Prévision pour 2024-2025.	SQ	
QP3-042	Portrait des crimes violents et par armes à feu au Québec depuis 2019.		41
QP3-043	L'investissement en équipement spécialisé, par catégorie et par district, pour la période 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025.	SQ	
QP3-044	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2024, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	
QP3-045	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc. pour les policiers, et cadres, professionnels, techniciens, etc. pour les civils) au 31 mars 2024.	SQ	
QP3-046	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2024.	SQ	
QP3-047	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2023-2024 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2023 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	
QP3-048	Les objectifs d'émission de contrats d'infraction pour chaque district et chaque région.	SQ	
QP3-049	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2023-2024.	SQ	
QP3-050	Effectif policier affecté à des tâches dites « municipales » dans des municipalités comptant plus de 50 000 habitants (Drummondville, Shawinigan, etc.).	SQ	
QP3-051	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2023-2024, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	
QP3-052	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2023-2024.	SQ	
QP3-053	Effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2023-2024, et pour chacune des cinq dernières années.	SQ	
QP3-054	Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2023-2024.	SQ	
QP3-055	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et sur les territoires des corps de police municipaux.	SQ	
QP3-056	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	
QP3-057	Listes des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	
QP3-058	Effectif et sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle en 2023-2024, et pour chacune des cinq dernières années. Prévisions pour 2024-2025.	SQ	
QP3-059	Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) : a. Au 31 mars 2024, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif; b. Budget ventilé de l'EILP pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025; c. Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2024; d. Bilan des activités de l'EILP.	SQ	
QP3-060	Pour chaque année, depuis 2011-2012, indiquer, pour chaque corps de police, le nombre de plaintes pour profilage racial déposées contre des agents d'un corps policier et réglées hors des tribunaux.	SQ	

QP3-061	Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2023-2024 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	SQ	
QP3-062	Préciser la procédure prévue par la SQ lorsqu'un ministre ou un député fait l'objet d'une enquête ou d'un signalement. Fournir un document explicatif et détaillé.	SQ	
QP3-063	Préciser la longévité de la dernière vacance du poste de responsable des mesures d'urgence à la SQ. Fournir une date de début de la vacance et une date de fin.	SQ	
QP3-064	Fournir une copie de toute note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	
QP3-065	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2023-2024.	QP1-159	
QP3-066	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2023-2024.	QP1-160	
QP3-067	Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet.		42
QP3-068	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi.		43
QP3-069	Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi.		43
QP3-070	État de situation à propos du pont aérien prévu en Abitibi-Témiscamingue.	QP1-166	
QP3-071	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2024; ventilation par condamné et prévenu.	QP1-167	
QP3-072	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	QP1-170	
QP3-073	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2023-2024.	QP1-171	
QP3-074	Depuis 2007-2008, le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur; ventilation par année et par centre de détention en 2023-2024	QP1-172	
QP3-075	Depuis 2007-2008, le nombre d'évasions pour chaque centre de détention, ventilé par année.	QP1-173	
QP3-076	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars de chaque année depuis 2010.	QP1-174	
QP3-077	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention en 2023-2024.	QP1-161	
QP3-078	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) et par année financière depuis 2010-2011.	QP1-175	
QP3-079	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière depuis 2010-2011.	QP1-176	
QP3-080	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les agents des services correctionnels. Ventilation par établissement.	QP1-177	
QP3-081	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.	QP1-178	
QP3-082	Depuis 2010-2011, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.	QP1-179	
QP3-083	Depuis 2010-2011, par année financière, le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.	QP1-182	
QP3-084	Depuis 2010-2011, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.	QP1-181	
QP3-085	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis 2010-2011 et par région administrative.	QP1-183	
QP3-086	Le nombre d'agents de surveillance ainsi que le nombre d'heures effectuées sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par région administrative et par année financière depuis 2010-2011.	QP1-183	
QP3-087	Le coût des roulottes dans les prisons depuis 2010-2011, par année financière et par prison.	QP1-184	
QP3-088	La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituq depuis le 24 avril 2015.		44
QP3-089	Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituq pour l'année en cours.		44

QP3-090	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2023-2024 et de celles prévues en 2024-2025 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	QP1-185	
QP3-091	Depuis 2010-2011, le nombre de cellulaires saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.	QP1-186	
QP3-092	Depuis 2010-2011, le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité, par établissement et par année.	QP1-187	
QP3-093	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de fin des travaux.	QP1-190	
QP3-094	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté et la population desservies, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	QP1-054	
QP3-095	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.	QP1-055	
QP3-096	Depuis 2009-2010, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux.	QP1-050	
QP3-097	Depuis 2010-2011, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités.	QP1-149	
QP3-098	Pour l'année 2023-2024, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la SQ.	QP1-051	
QP3-099	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2023-2024.	QP1-198	
QP3-100	Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2023-2024.		45
QP3-101	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2023-2024.	QP1-057	
QP3-102	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région depuis 2012-2013, et ce, par année.	QP1-059	
QP3-103	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser depuis 2012-2013, par année financière, par corps policier et par région.	QP1-059	
QP3-104	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone par année, depuis 2012-2013.	QP1-059	
QP3-105	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser par année, depuis 2012-2013.	QP1-059	
QP3-106	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.	QP1-060	
QP3-107	Le nombre de crimes haineux par année depuis 2010-2011.	QP1-073	
QP3-108	Liste et copie des études et des analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2023-2024.	QP1-070	
QP3-109	Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possibilité d'ingérence étrangère dans les élections du Québec depuis 2010.		46
QP3-110	Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possible menace à la démocratie québécoise depuis 2010.		47
QP3-111	Liste et copie des études et des analyses faites concernant les menaces possibles à la démocratie québécoise depuis 2010.	QP3-110	
QP3-112	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	QP1-074	
QP3-113	Sommes ventilées, accordées depuis 2007-2008, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2023-2024. Effectif assurant la sécurité, par année financière depuis 2010-2011, et effectif prévu cette année.	QP1-075	
QP3-114	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu pour chaque corps de police.	QP1-053	
QP3-115	Fournir la liste des policiers qui se sont enlevé la vie au cours des cinq dernières années; indiquer la date de leur décès et le corps de police auquel ils étaient rattachés.	BC	
QP3-116	Fournir le détail, ventilé par région, des coûts liés au déploiement des contrôles routiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.		48

QP3-117	Au 31 mars 2024, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.		49
QP3-118	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	QP1-210	
QP3-119	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour les trois dernières années. prévisions pour 2024-2025.	QP1-215	
QP3-120	État de situation au 31 mars 2024 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2020-2021 et fournir les prévisions pour 2023-2024. Ventiler la mise en œuvre par : a. orientation de la Politique; b. objectif de la Politique; c. ministère de mise en œuvre; d. résultats atteints en 2022-2023 et en 2024-2025; e. échéancier et actions de mise en œuvre pour 2023-2024 et 2024-2025 ; f. budget pour chaque action; g. tout document produit à cet effet.	QP1-216	
QP3-121	Fournir la liste des demandes de soutien financier pour la formation de pompiers, par municipalité, le montant de l'aide octroyée, ventilé par type de formation et par municipalité, et, le cas échéant, le motif du refus. Fournir les prévisions pour 2024-2025.	QP1-016	
QP3-122	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2023-2024, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	BC	
QP3-123	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2023-2024.	BC	
QP3-124	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.	BC	
QP3-125	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés par année depuis 2016 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	BC	
QP3-126	La liste des enquêtes terminées en 2023-2024 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).	BC	
QP3-127	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2024 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	BC	
QP3-128	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2023-2024.	BC	
QP3-129	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2023-2024.	COMDP	
QP3-130	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	COMDP	
QP3-131	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2023-2024 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	COMDP	
QP3-132	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2023-2024 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	COMDP	
QP3-133	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	COMDP	
QP3-134	L'effectif ainsi que la masse salariale du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2023-2024.	TADP	
QP3-135	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.	TADP	
QP3-136	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2023-2024.	TADP	
QP3-137	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2024, par catégorie et par origine.	TADP	
QP3-138	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	TADP	
QP3-139	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025.	CQLC	

QP3-140	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2023-2024, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	CQLC	
QP3-141	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2023-2024 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	CQLC	
QP3-142	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2023-2024.	CQLC	
QP3-143	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	CQLC	
QP3-144	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2023-2024.	QP1-251	
QP3-145	La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.	QP1-251	
QP3-146	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	QP1-255	
QP3-147	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.	QP1-256	
QP3-148	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2023-2024 et montant de la subvention prévue pour 2024-2025.	QP1-257	
QP3-149	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2023-2024.	RACJ	
QP3-150	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2023-2024, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	RACJ	
QP3-151	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2023-2024.	RACJ	
QP3-152	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2023-2024, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP3-153	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2023-2024, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	
QP3-154	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2023-2024.	RACJ	
QP3-155	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis 2010-2011, par année financière.	RACJ	
QP3-156	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2023-2024.	RACJ	
QP3-157	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2023-2024, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	RACJ	
QP3-158	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis 2010-2011, et ce, par année financière.	RACJ	
QP3-159	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs depuis 2010-2011, et ce, par année.	RACJ	
QP3-160	Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.		50
QP3-161	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2023-2024, par région.	QP1-283	
QP3-162	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2023-2024.	QP1-284	
QP3-163	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	BEI	
QP3-164	Budget alloué au BEI pour l'année 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	BEI	
QP3-165	Effectif du BEI en date du 31 mars 2024. Préciser, pour chacun des postes suivants, le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	BEI	
QP3-166	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2023-2024.	BEI	
QP3-167	Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.		51
QP3-168	Concernant l'implantation du système de communication d'urgence RENIR, indiquer les sommes, au 31 mars 2024, qui ont été nécessaires au maintien du système de communication précédent, la nature et le nombre de situations problématiques dans lesquelles le système RENIR a été impliqué, et le montant prévu en 2024-2025 pour en compléter le déploiement et corriger les ratés.	SQ	

Question 002

Copie des études, scénarios et analyses réalisés ou obtenus depuis le 23 avril 2014 concernant la répartition de l'effectif et les programmes du ministère ou des organismes relevant de celui-ci.

Veillez vous référer au rapport annuel de gestion du ministère de la Sécurité publique.

Question 005

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2022-2023 qui n'ont pas été reconduits en 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2023-2024.

Question 006

Par programme, indiquer les crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2023-2024

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2023-2024.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 007

- Pour l'année 2023-2024, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :
- a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
 - b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
 - d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

Veillez vous référer au cahier de chacun des organismes.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 008

Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Bureau du sous-ministre	0
Sous-ministériat des services à la gestion	6
Sous-ministériat des services correctionnels	55
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	0
Sous-ministériat des affaires policières	10
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	2
TOTAL	73

Au 31 janvier 2024
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.
Source : EI SAGIR – Rapports sur les départs et sur les effectifs et réserves

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 009

Pour l'année 2023-2024, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

Au ministère, 5 employés ayant un statut d'occasionnel ont été congédiés durant la période de référence.

Bureau du sous-ministre	-
Sous-ministériat des services à la gestion	-
Sous-ministériat des services correctionnels	5
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	-
Sous-ministériat des affaires policières	-
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	-
TOTAL	5

Au 31 janvier 2024
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.
Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs

Question **010**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2023-2024.

Entités	Période de référence 2023-2024		
	Nombre total employés	Nombre employés occasionnels	%
Bureau du sous-ministre	86	2	2 %
Sous-ministériat des services à la gestion	503	17	3 %
Sous-ministériat des services correctionnels	4 428	239	5 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	249	37	15 %
Sous-ministériat des affaires policières	610	36	6 %
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	309	7	2 %
Total	6 185	338	5 %

Au 31 janvier 2024
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.
Source : Rapport EI Effectifs et réserve

Question 011

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2023-2024.

Entités	Période de référence 2023-2024		
	Nombre d'employés occasionnels auxquels sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nombre d'employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
Bureau du sous-ministre	4	2	50%
Sous-ministériat des services à la gestion	30	13	43%
Sous-ministériat des services correctionnels	484	245	51%
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	52	15	29%
Sous-ministériat des affaires policières	79	43	54%
Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie	14	7	50%
TOTAL	663	325	49%

Au 31 janvier 2024
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.
Source : EI SAGIR – Rapport sur les nominations, les historiques d'affectation et les effectifs.

Question 012

Objectifs budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Question 014

La ventilation par année des arrestations qui ont été effectuées en rapport avec des menaces auprès des élus de l'Assemblée nationale du Québec depuis 2010.

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

Question 016

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère et des organismes concernés en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 23).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/ministere/diffusion/depenses.html
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX (RACJ)	https://www.racj.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/diffusion-de-documents/depenses-de-lorganisme-public-depenses-liees-a-des-personnes-salaires-indemnites-et-allocations-annuels/depenses-de-la-regie-des-alcools-des-courses-et-des-jeux.html
COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (CQLC)	https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/mind/mind.html
BUREAU DU CORONER	https://www.coroner.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/depenses.html
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE (COMDP)	https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/diffusion-de-linformation
COMITÉ DE DÉONTOLOGIE (CDP)	https://comite.deontologie.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/comite/comite.html
COMMISSION À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (CLCC) - UNITÉ PERMANENTE ANTICORRUPTION (UPAC)	https://upac.gouv.qc.ca/decouvrir-upac/documentation/diffusion-depenses
BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES (BEI)	https://www.bei.gouv.qc.ca/organisme/diffusion-information/depenses.html

Question 018

Fournir toute étude, tout document ou toute analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC

Aucune étude, document ou analyse au sujet d'un changement au mode de nomination du commissaire de l'UPAC n'a été réalisé.

Question 019

Indiquer les sommes dépensées depuis l'année 2003-2004, par année financière, par votre ministère pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.

Aucune somme n'y a été consacrée depuis le 20 août 2015. Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Question 020

Toute étude, tout document ou toute analyse en lien avec l'entrée en vigueur de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu

Aucune étude, document ou analyse portant spécifiquement sur l'entrée en vigueur de cette loi n'ont été réalisés.

Question 022

Bilan et état de situation de la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation adoptée en juin 2015. Indiquer les sommes allouées aux actions et initiatives qui découlent de cette mise en oeuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

Question 023

Pour chaque initiative du Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la radicalisation, décrire l'objectif recherché, indiquer les sommes allouées, les bénéficiaires, les mesures de suivi et de contrôle applicables.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, lequel est responsable de la coordination et de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 025

Concernant le programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des adolescents : identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2023-2024 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, et le montant reçu.

Organismes	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2023-2024 (en \$)
Grand total	2 000 000 \$
Région 01 - Bas-Saint-Laurent	
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	38 750 \$
Total Bas-Saint-Laurent	38 750 \$
Région 02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	
Service de Travail de rue de Chicoutimi	73 600 \$
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	73 600 \$
Région 03 - Capitale-Nationale	
Projet Intervention Prostitution Québec	75 000 \$
YWCA Québec	68 045 \$
TRAIC Jeunesse	55 150 \$
Maison Marie-Frédéric	70 000 \$
Projet L.U.N.E	63 500 \$
Total Capitale-Nationale	331 695 \$
Région 04 - Mauricie	
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	75 000 \$
Total Mauricie	75 000 \$
Région 06 - Montréal	
RAP Jeunesse	75 000 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	65 000 \$
Action prévention Verdun	64 400 \$
La CLES	73 870 \$
Les YMCA du Québec (Premier arrêt)	44 875 \$

Question **025**

Suite

Le PlaMP	68 500 \$
Spectre de rue	75 000 \$
Centre communautaire Petite-Côte	68 250 \$
L'Anonyme	75 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)	75 000 \$
Service de police de la Ville de Montréal	75 000 \$
Total Montréal	759 895 \$
Région 07 - Outaouais	
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille (CIASF)	71 250 \$
Total Outaouais	71 250 \$
Région 10 – Nord-du-Québec	
Cree Women Eeyou Istchee Association	60 000 \$
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	75 000 \$
Total – Nord-du-Québec	135 000 \$
Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
CALACS l'espoir des Îles	60 800 \$
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	60 800 \$
Région 13 - Laval	
Sphère santé sexuelle globale	57 700 \$
Total Laval	57 700 \$
Région 14 - Lanaudière	
CALACS La Chrysalide	47 500 \$
Total Lanaudière	47 500 \$
Région 16 - Montérégie	
Le 2159 (Action Nouvelle Vie)	75 000 \$
Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains	62 500 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil Inc.	75 000 \$
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles (CIVAS)	69 300 \$
Total Montérégie	281 800 \$

Question	025	Suite
----------	-----	-------

Région 17 - Centre-du-Québec		
La Rue Bécancour		67 010 \$
Total Centre-du-Québec		67 010 \$

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question **026**

Fournir un état de situation pour les trois actions sous la responsabilité du MSP dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030 (PEV)

ACTION DU PEV 2030	Projet	Description du projet	Entreprise, organisme ou institution bénéficiaire	Montant déboursé 2023-2024 (en \$)
3.1.3.1	Cartographier et diffuser les risques d'érosion et de submersion côtières			
	Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière et la submersion côtière	Déterminer les marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière pour les municipalités régionales de comté (MRC) suivantes : Rimouski-Neigette, Les Basques, Rivière-du-Loup, Kamouraska, L'Islet, Montmagny, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix, Charlevoix-Est et l'île d'Anticosti. Une mise à jour des taux de déplacement est également réalisée pour la communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine et les MRC d'Avignon et de Bonaventure.	Université du Québec à Rimouski (UQAR)	800 000 \$
	Projections de la hausse du niveau de la mer pour le Québec maritime et évaluation des conséquences en appui à la gestion des risques côtiers	Reconstituer les variations du niveau marin relatif dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent, mieux comprendre les causes de ces variations et mieux modéliser les projections de la hausse du niveau de la mer à l'échelle régionale dans le futur.	UQAR	550 000 \$
	Quantifier et modéliser les effets de la réduction du couvert de glace sur l'intensité de l'érosion et de la submersion côtières	Formuler des recommandations sur les ajustements à apporter pour la cartographie des zones exposées à l'érosion et la submersion côtières pour tenir compte de la réduction du couvert de glace associée au réchauffement climatique.	UQAR	650 000 \$
TOTAL ACTION 3.1.3.1				2 000 000 \$
3.1.3.3	Implanter des solutions d'adaptation pour l'érosion et la submersion côtières			
	Matane - secteur Matane-sur-Mer	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur Matane-sur-Mer	Ville de Matane	0 \$
	Matane - secteur Petit-Matane	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de Petit-Matane	Ville de Matane	0 \$
	Notre-Dame-du-Portage	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la route du fleuve à l'ouest du quai	Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	0 \$

Question 026		Suite		
	Sainte-Anne-des-Monts	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières	Municipalité de Sainte-Anne-des-Monts	0 \$
	Sainte-Luce (Phase 2)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur de l'Anse-aux-Coques	Municipalité de Sainte-Luce	1 500 000 \$
	Îles-de-la-Madeleine (secteur La Martinique)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans le secteur La Martinique	Municipalité Les Îles-de-la-Madeleine	0 \$
	Saint-Ulric	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de l'avenue Ulric-Tessier à Saint-Ulric		8 900 000 \$
	Sainte-Félicité	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long du boulevard Perron à Sainte-Félicité		3 000 000 \$
	Métis-sur-Mer (secteur Les Boules)	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue principale à Métis-sur-Mer dans le secteur Les Boules		10 000 000 \$
	Rimouski	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières à Rimouski		12 000 000 \$
	Baie-des-Sables	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de La Mer à Bais-des-Sables		6 500 000 \$
	Rivière-au-Tonnerre	Réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de la rue de La Mer à Rivière-au-Tonnerre		500 000 \$
TOTAL ACTION 3.1.3.3				42 400 000 \$
3.1.4.1	Soutenir la réalisation d'appréciations de risques associés aux feux de forêt			
	Entente avec la Société de protection des forêts contre le feu (SOPEU)	Contrat de services de gré à gré		2 000 000 \$
TOTAL ACTION 3.1.4.1				2 000 000 \$
3.1.4.2	Planter des solutions d'adaptation pour les feux de forêt			
	Chibougamau	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Chibougamau		346 833 \$
	Chapais	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Chapais		188 896 \$

Question **026**

Suite

	Lebel-sur-Quévillon	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Lebel-sur-Quévillon		187 831 \$
	Gouvernement régional Eeyou Itschee Baie-James	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt sur le territoire du Gouvernement régional Eeyou Itschee Baie-James		349 916 \$
	Saint-Lambert	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la paroisse de Saint-Lambert		215 518 \$
	Normétal	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité de Normétal		214 135 \$
	Sept-Îles	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt à Sept-Îles		255 048 \$
	La Tuque	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de La Tuque		340 328 \$
	Senneterre	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Senneterre		221 696 \$
	Val-d'Or	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Val-d'Or		270 542 \$
	Port-Cartier	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Port-Cartier		198 304 \$
	Matagami	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la ville de Matagami		253 390 \$
	Albertville	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans la municipalité d'Albertville		215 453 \$
	Fernand-Boileau	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt		214 454 \$
	Godbout	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans le village de Godbout		215 371 \$
	Baie-Trinité	Réalisation de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt dans le village de Baie-Trinité		215 107 \$
TOTAL ACTION 3.1.4.2				3 902 822 \$

Question	026	Suite
----------	-----	-------

3.5.1.2	Cartographier et diffuser les risques d'érosion et de submersion côtières sur les côtes du Nunavik et d'Eeyou Istchee Baie-James, en climat futur			
	Analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik	Analyser les dynamiques et aléas littoraux du Nunavik pour améliorer l'état de préparation des communautés face aux risques liés aux changements climatiques, incluant les risques de sinistres.		500 000 \$
TOTAL ACTION 3.5.12				500 000 \$
GRAND TOTAL				50 802 822 \$

Question 029

Nombre d'armes à feu perquisitionné à Montréal depuis 2019, ventilé par la provenance de ces armes à feu.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

Question 030

Portrait des crimes violents et par armes à feu sur le territoire de Montréal depuis 2019.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

Question 031

Portrait du besoin d'effectif au SPVM, ventilé par catégorie d'emploi. Prévision pour 2024-2025.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

Question **032**

Portrait des interventions concernant la crise des opioïdes à Montréal depuis 2019.

La réponse à cette question relève de la responsabilité du Service de police de la Ville de Montréal.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 035	Coûts totaux reliés à la mise en place du Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) en précisant :
	a) coûts pour l'exercice 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025;
	b) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des frais d'opération du SIAF;
	c) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des effectifs;
	d) parmi ces coûts, quels sont ceux reliés à des publicités.

	Projet de développement informatique (\$)	Évolution TI (\$)	Opérations (prise d'inventaire) (\$)	Dépenses communications (\$)	Autres dépenses (\$)	Total (\$)
Coûts estimés pour l'exercice 2023-2024 ¹ :		100 000 \$	5 060 936 \$	19 966 \$	23 975 \$	5 204 877 \$

¹ Les coûts représentent une projection au 31 mars 2024.

Question **037**

Échéancier prévu pour l'enregistrement de la totalité des armes en circulation par le Service d'immatriculation des armes à feu.

Lors de la mise en place du Fichier d'immatriculation des armes à feu, le ministère de la Sécurité publique a fixé à au moins 1,3 million le nombre d'armes à feu à être immatriculées au 31 mars 2021.

Cet objectif a été atteint en octobre 2020. Au 29 février 2024, 1,62 million d'armes à feu sans restriction ont été inscrites au fichier d'immatriculation des armes à feu depuis sa mise en place.

Question 038

Estimation du nombre d'armes à feu en circulation au Québec et nécessitant une immatriculation en date du 31 mars 2024.

Notons que seules les armes à feu sans restriction, soit les armes d'épaule principalement utilisées pour la chasse, sont visées par la Loi sur l'immatriculation sur les armes à feu (LIAF). Selon les données provenant du Système canadien d'information relativement aux armes à feu fournies par le Bureau du contrôleur des armes à feu au 28 février 2015, 1,6 million d'armes à feu sans restriction étaient enregistrées sur le territoire du Québec lors de la suppression de l'obligation d'enregistrer les armes sans restriction au Québec.

Dans ce contexte, il est difficile d'estimer précisément le nombre total d'armes à feu sans restriction présentes sur le territoire du Québec en date d'aujourd'hui. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le Fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF) a été mis en place.

L'abolition du registre fédéral a créé une discontinuité dans la mesure du nombre d'armes à feu sans restriction en circulation au Québec. Cependant, plus les propriétaires d'armes à feu demandent l'immatriculation de leurs armes comme le prévoit la loi, plus le portrait se précise. Au 29 février 2024, 1 624 482 armes à feu sans restriction ont été inscrites au FIAF depuis sa mise en place.

Question **039**

Nombre d'armes à feu perquisitionné au Québec depuis 2019, ventilé par régions

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas le nombre d'armes à feu récupérées par les corps de police du Québec depuis 2019. Toutefois, le MSP détient le nombre d'armes à feu saisies pour la période du 1^{er} octobre 2021 au 31 janvier 2024 par certains les corps de police de niveau 3 et plus. Ces chiffres ne représentent qu'une partie des armes à feu saisies au Québec.

Corps de police	Nombre d'armes à feu saisies du 1 ^{er} octobre 2021 au 31 janvier 2024
Sûreté du Québec (structure nationale de lutte contre le crime organisé)	1 055
Service de police de la Ville de Montréal (Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF))	106
Service de police de Laval (Équipe spécialisée en armes à feu de l'Escouade crime organisé)	127
Service de police de l'agglomération de Longueuil (Brigade d'intervention multidisciplinaire)	33
Service de police de la Ville de Québec (Projet MALSAIN)	70
Service de police de la Ville de Gatineau	34
Total	1 425

Question **040**

Portrait des interventions concernant une personne en crise ou avec l'état mental perturbé au Québec depuis 2019

Corps de police	Nombre d'interventions policières menées auprès d'une personne présentant un problème de santé mentale ¹				
	2019	2020	2021 ²	2022	2023 ³
Corps de police municipaux (niveau 1 à 4)	28 945	30 962	32 357	37 451	N/D
Service de police de la Ville de Montréal	± 100/jour	± 100/jour	13 726	16 269	N/D
Sûreté du Québec	20 115	23 051	24 211	25 270	N/D

¹ Il s'agit d'une transposition d'information transmise par les corps de police par l'entremise du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Ce dernier est rempli annuellement par les corps de police.

² Lors de l'édition de 2021 du Questionnaire, des précisions ont été apportées à la question afin d'aider à uniformiser et préciser la donnée. Le Service de police de la Ville de Montréal a ainsi été en mesure de mieux circonscrire dans ses systèmes les interventions en santé mentale effectuées en 2021 comparativement aux années précédentes.

³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2023 non disponibles.

Au 31 janvier 2024

Question **042**

Portrait des crimes violents et par armes à feu au Québec depuis 2019

Le MSP mesure actuellement la violence armée à l'aide de deux indicateurs : (1) le nombre de personnes blessées ou tuées par arme à feu et (2) le nombre d'infractions contre la personne au *Code criminel* se rapportant explicitement au fait de décharger une arme à feu avec une intention particulière, de braquer une arme à feu et à l'usage d'une arme à feu lors de la perpétration d'un acte criminel, mais qui n'entraînent pas de blessure ou la mort d'une victime.

- Le nombre de victimes blessées ou tuées par arme à feu a augmenté de 34,2 % entre 2019 et 2020 (+50) pour ensuite diminuer de 7,1 % en 2021 (-14) et de 22,0 % (-40) en 2022. Le nombre de victimes blessées ou tuées par arme à feu est de 142 victimes en 2022, soit 4 de moins qu'en 2019.
- Le nombre d'infractions contre la personne liées aux armes à feu, mais qui n'entraînent pas de blessure ou la mort d'une victime, a augmenté de 37,2 % entre 2019 et 2020, de 30,0 % en 2021 et de 6,0 % en 2022.
- Le nombre d'infractions contre la personne liées aux armes à feu, mais qui n'entraînent pas de blessure ou la mort d'une victime passe de 325 infractions en 2019 à 615 infractions en 2022, ce qui représente 290 infractions de plus en 2022 qu'en 2019.

Question 067

Les sommes prévues pour la construction des établissements de Sept-Îles, d'Amos et de Sorel. Fournir une ventilation par année financière et par projet

La construction des établissements de détention s'est terminée au cours des précédents exercices. Veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question

068-

069

Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi - Sommes dépensées pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi

Les coûts pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de détention de Roberval et le palais de justice de Chicoutimi pour l'année 2023-2024¹ sont de 54 719 \$.

Les coûts pour le transport des prévenus ou détenus entre l'établissement de détention de Roberval et un endroit autre que le palais de justice de Chicoutimi pour l'année 2023-2024¹ sont de 70 645 \$.

La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en heures supplémentaires, ainsi que les heures d'absences des agents de services correctionnels à temps complet affectés à cette activité.

¹ Au 31 janvier 2024.

Question

088-

089

La liste et le coût des travaux effectués au quartier cellulaire de Puvirnituk depuis cinq ans.
Les travaux prévus au quartier cellulaire de Puvirnituk pour l'année en cours.

Les coûts du projet s'élèvent à 25,6 M\$. Ce nouveau quartier cellulaire permet d'accueillir 34 personnes incarcérées.

La réception avec réserves du projet a eu lieu le 14 novembre 2023 et le MSP occupe le bâtiment depuis cette date.

Des travaux de correction des déficiences sont en voie d'être terminés. Certains travaux ont dû être différés en raison des conditions hivernales et ceux-ci devraient être terminés vers le 30 avril 2024.

Renseignements particuliers du 3e groupe d'opposition

Étude des crédits 2024-2025

Question 100

Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour les cinq dernières années, incluant l'exercice 2023-2024

Événements criminels liés aux fraudes électroniques¹, Québec, 2019, 2020, 2021 et 2022 : Le nombre de fraudes électroniques présenté dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

Code d'événement	Année	Nombre de dossiers	Somme des pertes	Valeur maximum ³	Valeur minimum ⁴
Fraudes par ordinateurs (21613)	2019 ^a	1 407	10 222 467 \$	952 808 \$	1 \$
	2020 ^a	2 271	19 898 960 \$	3 906 000 \$	1 \$
	2021 ^a	2 562	30 334 593 \$	4 600 000 \$	1 \$
	2022 ^p	2 801	32 924 112 \$	4 500 000 \$	7 \$
	2023	Informations non disponibles pour le moment*			
Clonage de cartes de service (21614)	2019 ^a	47	97 377 \$	58 551 \$	70 \$
	2020 ^a	31	133 806 \$	78 000 \$	60 \$
	2021 ^a	21	16 811 \$	3 416 \$	134 \$
	2022 ^p	35	233 462 \$	112 000 \$	68 \$
	2023	Informations non disponibles pour le moment*			

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps de police autochtones.

a : données actualisées p : données provisoires

*Données 2023 non disponibles. Le traitement des données 2023 sera effectué en mai 2024.

¹ Les montants estimés de fraudes sont une appréciation du policier selon les renseignements qui lui sont fournis par la victime.

² Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

³ Valeur estimée de la fraude la plus élevée parmi toutes les fraudes recensées.

⁴ Valeur estimée de la fraude la plus basse parmi toutes les fraudes recensées.

Question 109

Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possibilité d'ingérence étrangère dans les élections du Québec depuis 2010.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question 110

Liste et copie des études et des analyses faites concernant la possible menace à la démocratie québécoise depuis 2010.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question 116

Fournir le détail, ventilé par région, des coûts liés au déploiement des contrôles routiers dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

En raison de l'arrêt des mesures sanitaires le 12 mars 2022, aucun contrôle routier n'a été mis en place entre le 1 avril 2023 et le 31 mars 2024.

Question **117**

Au 31 mars 2024, fournir le détail, ventilé par corps de police, des amendes remises en lien avec le non-respect des mesures sanitaires imposées dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19.

En raison de l'arrêt des mesures sanitaires le 12 mars 2022, aucune amende n'a été remise entre le 1 avril 2023 et le 31 mars 2024.

Question 160

Subvention versée par le MSP depuis 2004-2005, et ce, par année, au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.

Le ministère ne verse plus de subvention au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, puisqu'il fait maintenant partie du portefeuille du ministère de la Sécurité publique.

Question 167

Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation

Les demandes d'accès à des documents ne sont pas transmises au cabinet ministériel pour approbation. Le seul cas d'exception vise les demandes d'accès à des documents produits par le cabinet ministériel ou produits pour le compte de celui-ci, pour lesquels le responsable de l'accès aux documents invoque la restriction établie par l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.